

12.01.2012 - 10:00 Uhr

eonomiesuisse - La Suisse marque des points grâce à l'innovation et à l'esprit d'entreprise

Zürich (ots) -

La nouvelle législature, et la nouvelle année en particulier, seront marquées par d'importantes décisions de politique économique. Deux initiatives populaires seront principalement au centre des activités d'eonomiesuisse en 2012 : celle sur les six semaines de vacances et celle intitulée « Accords internationaux : la parole au peuple ! ». Toutes deux affaibliraient l'attrait de la place économique suisse - c'est pourquoi l'organisation faîtière de l'économie les combattra résolument. eonomiesuisse entend s'engager plus particulièrement en faveur de l'innovation et de la recherche ainsi que de la garantie de l'indépendance de la Banque nationale, laquelle a fait ses preuves.

L'économie suisse sera mise à rude épreuve en 2012. Le franc fort, associé à la crise de l'endettement et à une conjoncture mondiale affaiblie, freine la dynamique de croissance et menace des emplois. Sur le front politique également, les défis ne manquent pas, comme l'a indiqué aujourd'hui Gerold Bührer, président d'eonomiesuisse, dans le cadre de la conférence de presse annuelle de l'organisation faîtière de l'économie. « L'initiative de l'ASIN « Accords internationaux : la parole au peuple ! » affaiblirait notre marge de manoeuvre de politique extérieure et doit être rejetée dans l'intérêt national. » eonomiesuisse combattra cette initiative aussi activement que celle de Travail.Suisse, qui veut accorder à tous les travailleurs suisses six semaines de vacances. De nombreuses entreprises ne supporteraient pas cette charge financière supplémentaire, d'autant moins dans une période de turbulences. L'initiative menace avant tout des emplois.

Ne pas mettre en jeu les accords bilatéraux L'organisation économique entend également combattre fermement toutes les initiatives visant à restreindre massivement ou à interdire complètement l'immigration. La Suisse a largement tiré profit de la libre circulation des personnes avec l'UE au cours de ces dernières années. eonomiesuisse ne conteste pas que l'augmentation des flux migratoires a aussi des conséquences négatives. Il importe de s'attaquer de manière ciblée à ces dernières au lieu de résilier l'accord sur la libre circulation des personnes, ce qui mettrait en jeu à la légère l'ensemble des accords bilatéraux conclus avec l'UE.

Renforcer la place industrielle suisse grâce à l'innovation En 2012, au-delà de la lutte contre ces interventions défavorables pour l'économie, eonomiesuisse renforcera son engagement en faveur de l'innovation et de la recherche en Suisse. Notre pays fait partie des plus innovants au monde. Aux yeux de Christoph Mäder, vice-président d'eonomiesuisse et président de l'organisation économique scienceindustries, il importe de défendre à tout prix cette position, grâce à des conditions-cadre excellentes, et, si possible, de la renforcer. La collaboration et les liens entre les hautes écoles et l'industrie peuvent être améliorés et l'autorisation de produits innovants accélérée. Il s'agit en outre d'éviter la délocalisation rampante d'entreprises productives en renonçant à introduire des charges supplémentaires pour les sociétés. Le fait est que la production et les processus d'innovation sont étroitement liés et interdépendants.

Pascal Gentinetta, directeur d'eonomiesuisse, a souligné que « le succès de l'économie suisse s'explique principalement par la capacité d'innovation des entrepreneurs et n'est pas dû à une politique industrielle dictée par l'État ». Le danger de l'étatisation et du protectionnisme est d'autant plus marqué dans des périodes économiquement difficiles. Pour eonomiesuisse, les pistes les plus efficaces pour surmonter la crise sont l'esprit d'entreprise et l'innovation.

Les priorités de politique économique pour la nouvelle législature selon eonomiesuisse :

1. Politique monétaire : L'indépendance de la Banque nationale a fait ses preuves et doit rester totale, surtout au vu des turbulences actuelles. On ne saurait accepter sous aucun prétexte que, à la suite des récents événements, la Banque nationale soit politisée et entravée dans l'accomplissement de son mandat. Sur le plan de la politique monétaire, elle doit absolument défendre le taux plancher.

2. Politique économique extérieure : Afin de mieux s'implanter sur de nouveaux marchés, la Suisse doit resserrer les mailles de son réseau d'accords de libre-échange. Résilier l'accord sur la libre circulation des personnes conclu

avec l'UE serait dangereux. Cela mettrait en péril les accords bilatéraux avec l'UE, ce qui doit absolument être évité. L'initiative de l'ASIN « Accords internationaux : la parole au peuple ! » nuirait à nos intérêts nationaux, c'est pourquoi l'économie la combat.

3. Politiques budgétaire et fiscale : Le frein à l'endettement ayant fait ses preuves pour les finances de la Confédération, un instrument comparable s'impose pour les assurances sociales. Une mesure importante pour renforcer la place économique est la mise en oeuvre de la réforme de l'imposition des entreprises III.

4. Énergie, environnement et infrastructures : Des jalons doivent être posés afin de garantir la faisabilité de la mutation énergétique souhaitée. Les priorités définies par l'économie sont la sécurité de l'approvisionnement, des prix compétitifs et la sauvegarde de l'environnement. Quant aux infrastructures de transport, elles doivent être développées de manière ciblée et financées par les utilisateurs.

5. Formation et recherche : Dans le contexte de la concurrence mondiale, il est particulièrement important de promouvoir l'innovation, avant tout dans les branches techniques (MINT). Ces prochaines années, la priorité budgétaire devra être donnée aux dépenses de formation et de recherche.

6. Réglementation : Lors de l'élaboration d'une réglementation, il convient d'accorder davantage d'attention à la compétitivité. La protection de la « Swissness » doit être mise en oeuvre de manière non bureaucratique. L'initiative populaire sur les six semaines de vacances doit être refusée dans l'intérêt de l'économie et de l'emploi. En ce qui concerne le contre-projet à l'initiative populaire « contre les rémunérations abusives », il s'agit de renforcer les droits des actionnaires tout en préservant l'attrait de la place économique suisse.

Contact:

Cristina Gaggini, directrice romande

Téléphone : 078 781 82 39

Courriel : cristina.gaggini@economiesuisse.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100002808/100711169> abgerufen werden.